

secteurs privé et public pour attirer des investissements étrangers dans leurs collectivités. La contribution fédérale servira à encourager les autres paliers de gouvernement et le secteur privé à participer au programme. En vertu du PDME-I, il ne saurait y avoir de contribution fédérale sans la participation du secteur privé. L'appui accordé sera fonction d'une démarche en deux étapes consistant à définir et à répondre aux besoins à l'échelon local. Les collectivités doivent aussi présenter un dossier commercial appuyant leurs propositions de projet.

☐ Investissements directs canadiens à l'étranger

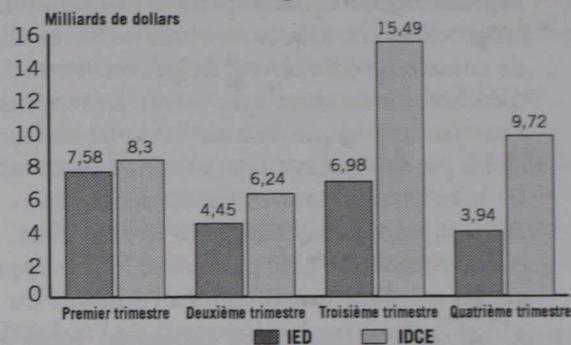
Le Canada compte un nombre restreint mais grandissant de sociétés transnationales appartenant à des Canadiens. Les investissements directs canadiens à l'étranger (IDCE) croissent rapidement; ceux-ci ont atteint près de 200 milliards de dollars en 1997, ce qui reflète la réalité d'aujourd'hui caractérisée par un marché mondial de plus en plus intégré et la participation des entreprises canadiennes à cette intégration. Ces entreprises ont reconnu que les investissements à l'étranger peuvent constituer un élément essentiel de leur stratégie d'accès aux nouveaux marchés, notamment dans les secteurs de ressources et à croissance rapide, qui exigent souvent une présence locale.

Étant donné la corrélation manifeste entre le commerce et l'investissement, l'intérêt d'un pays commerçant comme le Canada dans l'accroissement des investissements internationaux des entreprises canadiennes est considérable. À l'heure actuelle, le gouvernement fédéral n'encourage pas ouvertement les IDCE, même si les avantages qui en résultent (commerce, bénéfices, dividendes, transfert de technologie au Canada) peuvent être substantiels. Le succès à l'étranger des banques à charte du Canada témoigne des avantages qui peuvent en résulter.

Certains de nos concurrents (notamment le Royaume-Uni et les États-Unis) ont reconnu les avantages importants qui découlent des investissements faits à l'étranger et ont fait de la promotion des investissements à l'étranger un élément important de leur politique économique. Les activités de promotion sont variées : programmes directs, priorité accordée à la question dans les négociations internationales sur l'investissement, appui politique.

Dans de nombreux cas, les IDCE contribuent à l'expansion du commerce, engendrent des bénéfices nets et créent des emplois au Canada. Cependant, certains Canadiens considèrent que les IDCE exportent les emplois et la croissance.

Investissement étranger direct (IED) au Canada et investissement direct du Canada à l'étranger (IDCE), 1998



Source: MAECI, Direction de l'analyse commerciale et économique (EET)

3.5.2 MESURE DU RENDEMENT

La stratégie de mesure du rendement concernant le renforcement des investissements est présentée à l'annexe I.